

PRESS RELEASE



COMMUNIQUE

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

CANADA

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

no 26

POUR DIFFUSION IMMEDIATE
le 21 avril 1969

COMMUNIQUE CONJOINT DE LA CINQUIÈME RÉUNION
DU COMITÉ MINISTÉRIEL CANADO-JAPONAIS

La cinquième réunion du Comité ministériel canado-japonais a eu lieu au ministère des Affaires étrangères à Tokyo les 17 et 18 avril 1969. Le Japon était représenté par: M. Kiichi Aichi, ministre des Affaires étrangères, M. Takeo Fukuda, ministre des Finances, M. Shiro Hasegawa, ministre de l'Agriculture et des Forêts, M. Masayoshi Ohira, ministre du Commerce international et de l'Industrie, M. Wataro Kanno, ministre d'Etat et directeur-général de la planification économique, et M. Osamu Itagaki, ambassadeur au Canada. Les représentants du Canada étaient: M. Mitchell Sharp, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Edgar J. Benson, ministre des Finances, M. Jean-Luc Pépin, ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jack Davis, ministre des Pêches et des Forêts, M. Horace A. Olson, ministre de l'Agriculture et M. Herbert O. Moran, ambassadeur au Japon.

Les ministres ont passé en revue l'ensemble de la situation internationale et plus particulièrement la situation de l'Asie, y compris le Vietnam et la Chine. Ils ont exprimé leur inquiétude en face du conflit vietnamien et l'espoir que les entretiens qui sont actuellement en cours à Paris mèneront rapidement à un règlement pacifique du conflit. Les ministres ont aussi reconnu que, à partir du jour où la paix sera rétablie au Vietnam, il faudra obtenir la collaboration internationale la plus vaste possible afin de maintenir cette paix et d'assurer la prospérité de la région; ils ont convenu que leurs deux pays demeureraient en étroite communication au sujet du rôle qu'ils pourraient être appelés à jouer à cette fin. Reconnaissant que la paix et la sécurité de l'Asie sont liées de façon importante à la paix et à la sécurité mondiales, ils ont convenu que l'aide économique et

technique des pays industrialisés doit suppléer aux efforts individuels et collectifs que font les nations asiatiques en voie de développement pour relever leur niveau de vie. A cet égard, le Canada et le Japon feront tout en leur possible pour consolider encore davantage la collaboration et la consultation étroites qui existent déjà entre les deux pays par l'intermédiaire d'organismes tels que la Banque asiatique de développement.

Les ministres ont accueilli la conclusion du traité de non-prolifération des armes nucléaires comme un pas important vers le désarmement nucléaire; ils ont toutefois exprimé une certaine inquiétude en face de la course incessante aux armements et ils ont invité les grandes puissances et le Comité des Dix-Huit sur le désarmement à renouveler leurs efforts en vue de mettre un frein à cette tendance par des négociations bilatérales et multilatérales.

En passant en revue la situation économique du Canada et du Japon, le Comité a noté avec satisfaction que les économies canadienne et japonaise continuent de progresser de façon régulière même si certaines mesures sont nécessaires dans les deux pays pour assurer la stabilité des prix.

Ils ont également examiné la situation financière internationale. L'application prochaine du système des droits spéciaux de tirage devrait, à leur avis, contribuer puissamment à renforcer le système monétaire international.

Le Comité a discuté de l'évolution du commerce international, y compris du commerce Est-Ouest. Faisant observer que la mise en oeuvre des réductions tarifaires des négociations Kennedy s'effectuait selon le calendrier prévu, le Comité a souligné l'importance de l'application totale de tous les résultats des négociations, ainsi que la nécessité de maintenir l'élan pris vers une plus grande libéralisation internationale de tous les obstacles au commerce, tant au point de vue des produits industriels que des produits agricoles. Il a réaffirmé l'importance que les deux pays attachent à l'entente internationale sur les céréales, qui est dans l'intérêt des pays importateurs comme des pays exportateurs. Il a exprimé certaines inquiétudes touchant des démarches protectionnistes qui gêneraient les efforts déployés en faveur d'une plus grande liberté des échanges. Il a aussi examiné le rôle joué par les crédits et le financement de l'exportation dans le commerce international.

Les ministres ont discuté de l'expansion envisagée de leurs programmes respectifs d'aide au développement. Le Comité a pris note de l'importance du développement et de la prospérité de l'Asie. Soulignant l'importance qu'ils attachent au progrès économique du monde en voie de développement, les ministres ont reconnu que, dans le domaine du commerce, une application prochaine du système général des tarifs préférentiels était souhaitable. Les deux gouvernements devraient à leur avis poursuivre leur coopération dans le sens de la réalisation d'un tel système, le fardeau des rajustements devant être équitablement réparti entre les pays industrialisés.

Le Comité a pris note de l'essor continu enregistré par le commerce canado-japonais depuis la dernière réunion et a déclaré s'attendre à une continuation de cette tendance, vu l'intensification des relations économiques. Les ministres canadiens se sont dits intéressés à une diversification des exportations canadiennes, qui consistent essentiellement en denrées alimentaires de base et en matières premières industrielles. Tout en faisant part de leur satisfaction devant le programme annoncé par le Gouvernement japonais en vue d'une élimination progressive des restrictions à l'importation, ils ont invité les ministres du Japon à tenir compte dès que possible des vœux canadiens concernant un régime libéral pour certains produits frappés actuellement de restrictions. Le Comité a fait l'étude des limites volontaires appliquées sur les exportations de certains produits japonais vers le Canada. Les ministres du Japon ont exprimé l'avis que ces limites devraient être maintenues à un minimum et éliminées le plus tôt possible. Le Comité a ensuite examiné la nouvelle législation anti-dumping du Canada.

Le Comité a reconnu que les investissements de capitaux pouvaient beaucoup contribuer à intensifier le flot des échanges et il a pris note du rôle utile qu'ils ont joué dans le commerce entre le Canada et le Japon. Les ministres canadiens ont souligné l'importance d'une libéralisation prochaine et plus poussée des investissements au Japon.

Les ministres ont exploré les intérêts communs aux deux pays dans le domaine agricole et en particulier les possibilités d'un commerce élargi des produits agricoles et d'une coopération technique accrue entre le Canada et le Japon dans ce domaine. Ils ont discuté des problèmes relatifs aux pêcheries du Pacifique, y compris la coopération dans la mise en oeuvre des mesures de conservation, et ils ont accepté d'examiner plus longuement

d'autres questions de pêche d'intérêt bilatéral comme la coopération scientifique et technique dans l'utilisation des ressources.

Le Comité s'est félicité de la coopération croissante et des échanges entre les deux pays dans bien des domaines, comme la tournée que l'Orchestre symphonique de Toronto fait actuellement au Japon. Les ministres ont formulé le souhait d'étendre les échanges culturels. De plus, les ministres canadiens ont indiqué les avantages qu'il y a à resserrer les liens scientifiques et techniques qui renforceraient et élargiraient les relations entre le Canada et le Japon, et les ministres japonais ont noté que le sujet serait étudié minutieusement.

Au cours de leur séjour au Japon, les ministres canadiens ont été invités par le Gouvernement japonais à visiter les terrains de l'Expo '70 à Osaka, où le Canada et les provinces de Colombie-Britannique, d'Ontario et de Québec auront chacun leur pavillon. Les ministres canadiens ont présenté leurs souhaits les meilleurs pour le succès de l'Expo '70 et les ministres japonais ont remercié le Canada pour sa participation et sa coopération considérables.

Le programme du Comité ministériel comprenait des réunions particulières spéciales entre les ministres Japonais et les ministres canadiens exerçant des fonctions analogues. On s'y est longuement entretenu de questions d'intérêt mutuel.

Les Ministres sont convenus que la cinquième réunion du Comité a été utile en offrant aux deux parties l'occasion d'échanger leurs points de vue sur de nombreuses questions d'intérêt mutuel et qu'elle a donc contribué à resserrer les relations entre le Japon et le Canada. Le Comité a accepté l'invitation du Gouvernement canadien de tenir sa prochaine réunion au Canada.